

Le modèle de l'école citoyenne

« La lutte pour le climat scolaire ne peut réussir sans des luttes sociales au sein de l'école »

GÉRALD VANBELLINGEN

Entrées libres est parti à la rencontre de Bruno Derbaix, coordinateur et formateur aux Ambassadeurs d'expression citoyenne, philosophe, sociologue et auteur du livre : « *Pour une école citoyenne. Vivre l'école pleinement* ». Une approche pédagogique transversale qui propose de nombreux outils pour éduquer activement aux compétences citoyennes. Des compétences que ce modèle voit comme autant de piliers nécessaires à l'exercice d'un système démocratique ainsi qu'à des relations quotidiennes apaisées. Interview sans langue de bois, ni concession autour de ce qui, selon Bruno Derbaix, ne fonctionne pas (bien) dans nombre d'écoles qu'il qualifie de "classiques".

Justice scolaire, rapport aux règles, prévention des violences, coopération entre élèves et/ou enseignants, mise en place de projets communs, d'une collaboration avec les parents, etc. Comme vous pouvez le lire en détails tout au long du dossier consacré au climat scolaire (voir pages 6 à 11), les pistes et axes de travail sont nombreux pour améliorer cette dimension fondamentale au sein de nos écoles. L'approche prônée par l'école citoyenne en constitue une parmi d'autres. Car si les axes et thématiques de travail se recoupent en partie avec celle du modèle Eduscol (voir page 7), d'après Bruno Derbaix, c'est : « dans la manière de travailler ces axes et surtout de les interconnecter qu'il y a des différences au sein de l'école citoyenne. »

Bruno Derbaix, comment est né ce concept d'école citoyenne ? »

« On est parti d'un double constat. Le premier, c'est que si l'école dit prôner l'égalité, la citoyenneté ou le vivre

ensemble, dans la pratique, elle ne le fait pas. Il y a un vrai décalage entre le « dire » et le « faire ». Le second constat, c'est que l'école se limite généralement à dire que ces valeurs sont bonnes mais sans pour autant les intégrer pleinement dans les apprentissages. Cela reste de l'ordre du secondaire. Or pour nous, à l'école citoyenne, c'est justement un enjeu fondamental de l'école d'aujourd'hui, qui doit contribuer à un climat scolaire apaisé. »

Au cœur de votre modèle, on retrouve notamment la communication et la co-construction.

« On a commencé notre travail en identifiant les logiques sociales que l'on retrouve au sein des écoles pour essayer de définir des principes qui feraient de l'école un endroit sociologiquement viable (comment fonctionne un système hiérarchique, comment la

communication s'opère au sein des équipes éducatives, vers les élèves et/ou parents, etc.). Et pour y arriver, l'école citoyenne prône l'utilisation d'outils participatifs et généralement co-construits. Des principes que l'on retrouve au sein des 4 axes de travail que l'on propose aux écoles. »

Le premier axe, celui des règles, c'est le pilier de votre modèle ?

« Le cadre général et les règles doivent être bien établis, c'est une certitude. Cela permet de prévenir des violences, des injustices et de lancer une dynamique harmonieuse. Mais il est important que ce cadre soit discuté, interrogé et co-construit avec les jeunes. Attention toutefois, ça ne signifie pas que tout doit être discuté non plus. Il faut faire la distinction entre les règles du vivre-ensemble et celles liées aux apprentissages. C'est important pour



Bruno Derbaix ©DR

rétablir un rapport sain à la règle. Or dans beaucoup d'écoles aujourd'hui, on a parfois une même sanction pour un élève qui en frappe un autre et celui qui ne fait pas un devoir. Ce qui, pour les élèves, est incompréhensible et profondément injuste. »

L'école citoyenne prône la justice réparatrice, qu'est-ce que cela signifie ?

« L'héritage scolaire en matière de justice consiste souvent à punir par l'exclusion, par le fait d'exclure de la classe un élève, de le retenir à l'école, etc. Ça repose sur l'idée que quelqu'un a fait du mal et qu'on va lui « faire du mal en retour ». Ce qui peut fonctionner, mais pas toujours. Surtout si les élèves ne comprennent pas leur sanction. Et du coup, le système de justice de l'école en finit par rater sa cible. De notre côté, on veut que cette justice punitive soit articulée avec une justice réparatrice. Ce qui nécessite un travail éducatif qui doit permettre aux élèves de comprendre pourquoi ils ont été sanctionnés, de rédiger par exemple une lettre d'excuse ou d'aider l'élève en faute à mettre lui-même en place une réparation. Bref, apprendre à trouver les solutions aux problèmes ensemble. L'idée, c'est que la justice fasse à nouveau sens, notre deuxième axe de travail. »

Le troisième axe concerne la valorisation des comportements.

« L'habitude qu'à l'école, c'est de se focaliser sur les problèmes au lieu de mettre en avant ce que les élèves savent faire. Ce qui a un impact réel sur la confiance en soi, l'épanouissement, la progression et les résultats des élèves. Un exemple majeur, c'est le CEB. Si on le réussit, la valorisation de l'élève prend une seconde. En revanche, s'il le rate, l'élève a l'impression qu'il est nul. Alors que ce sont ses résultats qui ne sont pas bons. Cette individualisation des résultats, le fait qu'on soit seul dans la réussite comme dans l'échec, c'est pour nous un bug majeur de l'école. »

Pouvez-vous dès lors donner des pistes concrètes pour valoriser le comportement des élèves ?

« L'idée générale, c'est de dire qu'à côté des apprentissages à acquérir - qui sont tout aussi importants - il faut aussi pouvoir favoriser les stratégies qui valorisent l'ouverture à l'autre, l'écoute, la solidarité, l'engagement, etc. On peut

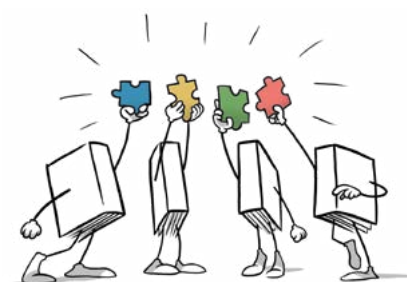
par exemple mettre en place des diners de classe où un élève pourrait mettre ses compétences en cuisine en valeur, en profiter pour parler de sa culture, de la musique qu'il aime, etc. On propose aussi aux écoles la politique du grand frère ou de la grande sœur. Où des élèves, souvent plus âgés, sont plus à même de résoudre des problèmes ou de conseiller d'autres élèves que les équipes éducatives. »

Le bien commun, dernier axe du modèle de l'école citoyenne, c'est : « ce que les écoles font le mieux et le moins bien ». Qu'est-ce que cela veut dire ?

« On en revient au début de l'interview. Avec l'école qui dit viser l'égalité, la citoyenneté et pas mal d'autres valeurs, mais ne les mettent pas en pratique. Avec ce dernier axe, on veut justement proposer des pistes pour faire émerger des solutions collectives. Ce qui passe par la parole, la confrontation d'idées, le débat, etc. Avec, par exemple, la mise en place d'espaces de parole réguliers où tout l'enjeu sera de passer du « dire » au « faire ». De créer des espaces de représentations pour traiter de problèmes collectifs et y répondre ensemble. Or la tragédie d'aujourd'hui, c'est que peu d'écoles mettent en place des délégués de classe par exemple. Et que parmi celles qui le font, beaucoup le font mal. »

En quoi jugez-vous que les écoles s'y prennent mal ?

« La mise en place de délégués ça ne peut pas fonctionner sans un investissement global de l'école, ce qui est peu souvent le cas. Car ça suppose une participation des directions, des équipes éducatives, des élèves, etc. Idéalement, il faudrait que tout le monde soit représenté. Des parents aux agents d'entretien des locaux. C'est un travail fondamental. Tant pour les jeunes durant leur scolarité que pour l'après. »



On l'aura compris, le modèle de l'école citoyenne est avant tout transversal.

« Absolument. Nos 4 axes de travail sont interdépendants et doivent être construits en concertation avec tous les acteurs de l'école. À l'heure actuelle, on accompagne une quarantaine d'écoles pour les aider à mettre en place notre modèle. On part de leurs besoins, pour déterminer des axes d'efficacité en fonction de leur profil. Et il est certain que la stratégie qu'on tentera de mettre en place ensemble sera transversale. Toutefois, il est important de dire qu'on ne diminuera pas le temps nécessaire à la bonne gestion de l'école par les équipes - or on sait que le temps est très précieux dans les écoles - par contre, on améliorera l'efficacité des actions entreprises. Ce qui aura un impact global sur l'école. Car la lutte pour le climat scolaire ne peut réussir sans les luttes sociales qui guident nos 4 axes de travail. » ■

Commentaire de la rédaction

Le tableau dépeint par Bruno Derbaix peut paraître sombre. Heureusement, parmi la grande diversité des écoles catholiques, nombre d'entre elles se sont mises en réflexion et en action depuis plusieurs années pour mettre en place des initiatives d'apprentissage et d'expérimentation de la citoyenneté, à l'échelle des élèves. Par exemple, souvent les punitions de type « exclusion » restent l'exception en dernier recours, de nombreuses écoles se sont déjà engagées depuis longtemps dans la mise en place de sanctions davantage « réparatrices » envers la personne blessée ou lésée. Autre exemple : le travail des valeurs, des règles et du vivre-ensemble se développe notamment par l'enseignement explicite des comportements et les initiatives de Soutien aux comportements positifs, par lesquels l'équipe éducative enseigne et valorise les comportements attendus de façon positive. Bien sûr, cette thématique du climat scolaire demande une attention quotidienne mais il était également important de souligner que des initiatives positives existent ! ■